En Égypte, un anniversaire sur fond de crise économique

Tout juste six ans après le soulèvement révolutionnaire du 25 janvier 2011 qui a conduit à la chute de Hosni Moubarak, l'Égypte, toujours dirigée d'une main de fer par le président Abdel Fatah Al Sissi, s'enfonce dans une grave crise économique et financière.

Depuis la destitution par l'armée en juillet 2013 de Mohamed Morsi, président élu issu des frères musulmans, et de la répression sanglante qui a suivi (on dénombre plusieurs centaines de tués par balles lors de la dispersion des sit-in de protestation an Caire en août 2013), c'est le maréchal Al Sissi qui a troqué son uniforme militaire contre le costume-cravate de président. Omniprésent, celui-ci se présente comme le garant de la sécurité et l'artisan de la relance économique du pays, bien mal-en-point suite à la crise économique mondiale de 2008 et les conséquences du «printemps arabe».

En janvier 2011 le slogan «Pain, liberté, justice sociale» scandé par les manifestants dans les rues d'Égypte lors du soulèvement révolutionnaire cristallisait bien la situation du pays: un régime politique dictatorial verrouillé et une situation sociale catastrophique avec un chômage de masse chez les jeunes, un accès au logement très difficile, des salaires de misère, une éducation publique moribonde et un système de santé de plus en plus catastrophique pour la majorité de la population. Et c'est d'ailleurs un mouvement de grève massif dans tout le pays qui a fini par pousser Hosni Moubarak à démissionner: les militaires qui ont assuré la transition par la suite, avant l'élection de Morsi en été 2012, ont bien compris la nature des événements. C'était un réel mouvement révolutionnaire, large et bien déterminé qui était prêt à remettre en cause non seulement un régime politique

dictatorial en place depuis 3 décennies, mais aussi le système de production même. Al Sissi, qui était déjà à ce moment membre du conseil suprême des forces armées qui a assuré la transition, a bien retenu les leçons de cette période trouble. Il est devenu en quelque mois le chef de file de la contre-révolution et de la revanche des forces de l'ancien régime, police et armée en tête.

Une répression généralisée

Bien qu'initialement orientée à l'encontre des frères musulmans, la répression du régime s'est très vite étendue à toute forme d'opposition. Les arrestations et les disparitions forcées se comptent par centaines. Cas le plus médiatisé en Europe, la disparition et l'assassinat de Giulio Regeni est en effet un indicateur interpellant. L'enlèvement, la torture et le meurtre il y a tout juste un an de cet étudiant italien à l'université américaine du Caire, probablement par la police égyptienne (l'enquête est toujours en cours et a causé un refroidissement temporaire des relations diplomatiques entre l'Italie et l'Égypte) montre bien le niveau d'impunité dont dispose maintenant les forces de police. En plus des disparitions, on ne compte plus les tués par balles par des officiers, les tortures dans les commissariats ou les arrestations d'opposants.

Un arsenal législatif s'est aussi mis en place rapidement. Une des premières lois votées par le parlement après l'arrivée de Sissi au pouvoir restreint fortement le droit de manifester, et conditionne toute manifestation à une autorisation du ministère de l'intérieur. De nombreux égyptiens et égyptiennes ont ainsi été emprisonnés, y compris de nombreux mineurs.
Une autre loi s'attaque aux ONG et vise à réduire le peu de liberté qu'elles ont encore. En prétextant mettre fin à l'ingérence étrangère via le financement de différentes ONG, cette loi très controversée vise en fait à faire taire toute

forme de résistance au régime. L'ONG « AL Nadeem », qui fournit une aide psychologique aux victimes de la torture, a par exemple reçu la visite de fonctionnaires du ministère de la santé venu fermer le centre prétextant une absence d'autorisations. Leur comptes en banque ont été gelés temporairement et une membre fondatrice, le Dr. Aïda Saif Al Dawla empêchée à l'aéroport du Caire de quitter le pays pour se rendre à un congrès à Tunis.

Dans le Sinaï, c'est une vrai guerre qui se déroule entre le régime et des milices djihadistes de mieux en mieux armées et nombreuses. L'oppression et l'humiliation des habitants du nord de la péninsule, en grande partie des bédouins, déjà sous l'ère Moubarak sous prétexte de lutte contre les plantations de marijuana, ne fait qu'alimenter l'insurrection. Et la proximité de la frontière avec Gaza, fermée la plupart du temps, ne fait qu'empirer la situation: maisons rasées pour détruire les tunnels reliant Gaza à l'Égypte, déplacement de population… De plus, le mouvement des frères musulmans, longtemps resté à l'écart de la lutte armée, est poussé dans cette voie. En effet, le mouvement est déclaré « organisation terroriste » et la sanglante répression entamée à l'été 2013 pousse des sympathisants de plus en plus vers la lutte armée. Le « tout-répressif » dans le Sinaï permet en tous les cas à Al Sissi d'alimenter la peur du terrorisme et de justifier des dépenses militaires faramineuses: Rafales et frégates achetées à la France, sous-marin à l'Allemagne… Mais si cette violence, qui commence à se répandre ailleurs dans le pays (une explosion dans une église du Caire la veille de Noël a tué des dizaines de fidèles), lui permet de justifier sur le plan intérieur une restriction brutale des libertés, elle lui pose aussi de grosses difficultés à présenter le pays comme « attractif » aux investisseurs étrangers, dans un contexte économique catastrophique.

Crise financière et économique

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte pour expliquer la situation économique désastreuse. La chute des revenus du tourisme depuis le départ de Moubarak est conjuguée à une baisse des revenus du canal de Suez. La baisse du commerce mondial suite au ralentissement économique en Chine en est une raison, mais l'ouverture d'une nouvelle voie de passage via l'arctique (en raison de la fonte des glaces) est également non-négligeable. Dans un contexte au Proche-Orient extrêmement tendu avec la crise syrienne, l'Égypte s'est retrouvée avec un manque important de devises en 2016.
Face à l'explosion du marché noir et face aux exigences du FMI pour octroyer un prêt de 12 milliards de dollars, le gouvernement a décidé de libéraliser le taux de change et de fortement réduire les subsides sur l'énergie. Résultat: une perte de valeur de plus de 50 % de la livre égyptienne par rapport au dollar et une inflation galopante. Énormément de secteurs de l'économie son dépendant de matières premières achetées sur le marché mondial en dollar, et de nombreux produits de base comme le sucre ou le blé sont en bonne partie importée. Les prix des médicaments ont aussi fortement augmenté, dans un pays où des soins de santé de qualité sont quasi inaccessible aux plus pauvres et où les infrastructures médicales se dégradent de plus en plus.

L'armée égyptienne est dans ce contexte un acteur économique de plus en plus important. Déjà propriétaire de nombreuses usines (alimentations, équipements…) elle diversifie son activité de plus en plus, en démarrant par exemple de gigantesques projets hôteliers, comme à Alexandrie où d'immenses hôtels sont construits sur le bord de mer.
Et l'inauguration en grande pompe de la deuxième voie navigable du canal de suez en 2016 et de ses futures zones franches n'apporte pas les résultats promis. L'autorité du Canal de Suez ne publie d'ailleurs plus les chiffres de ses revenus…

La classe politique et l’élite économique, complètement discréditée aux yeux de la population, maintient un train de vie indécent et les affaires de corruption font régulièrement la une des journaux. Ainsi des millions de dollars et d’euros ont été retrouvé début janvier au domicile du secrétaire général du conseil d’État. Celui-ci a été retrouvé mort dans sa cellule peu de temps après son arrestation et bien évidement avant d’avoir pu être interrogé…

Mobilisations?

Malgré tout, dans ce contexte particulièrement morose comparé à l’immense espoir suscité par le mouvement révolutionnaire de 2011, des mouvements de protestation se déclenchent régulièrement. Ainsi, en janvier 2016, suite aux coups donné par des officiers de police à deux médecins refusant de falsifier des certificats médicaux, un grand mouvement de protestation secoua la profession. Une assemblée générale au siège du syndicat des médecins au Caire rassembla des milliers de membres, beaucoup rassemblés dans la rue devant le bâtiment en scandant des slogans hostile au régime.
Quelques mois plus tard, c’est de nombreuses manifestations spontanées qui ont suivi l’annonce par le président Al Sissi de redéfinir les frontières maritimes avec l’Arabie Saoudite et de rétrocéder deux petits îlots de la mer rouge.
Et plus récemment, suite à l’attentat contre l’église au Caire la veille de Noël, de nombreux chrétiens coptes se sont rassemblés devant l’église visée par l’attaque. Ils ont expulsé les quelques journalistes vedettes venu visiter les lieux (en fait de simple marionnettes du régime distillant docilement sa propagande) et exprimé leur colère à l’encontre d’un gouvernement qui ne fait pas grand-chose pour enrayer les violences sectaires. Certains ont même osé crier «A bas le régime!» Un premier avertissement à destination du «maréchal-président»?

Sources:

- http://orientxxi.info/
- http://www.madamasr.com/en